

Les protestations au Népal ont des racines plus profondes

Toutes les versions de cet article : [\[English\]](#) [français]

jeudi 11 septembre 2025, par [DE JONG Alex](#)

Dans de bonnes conditions, une étincelle peut déclencher un incendie de prairie. Les protestations contre l'interdiction des réseaux sociaux au Népal se sont transformées en soulèvement généralisé après que la police a tué 19 manifestants. Les maisons d'éminents politiciens ont été attaquées, le parlement incendié et le gouvernement est en ruine. Mais quelle est la suite ?

Dans [un article](#) pour *Himal Southasian* [1], Roman Gautam a souligné l'influence d'autres soulèvements ; « quand les Sri-Lankais se sont soulevés en 2022 pour chasser le régime Rajapaksa [2] », les Népalais « ont pris note. Puis vint le Bangladesh et sa Révolution de juillet l'année dernière, avec Sheikh Hasina [3] et tout le système politique autour d'elle dans le viseur du public ». Et dans les images des protestations au Népal, on peut voir le même drapeau à tête de mort qui est devenu un symbole des protestations indonésiennes [4].

Le déclencheur initial était une interdiction des réseaux sociaux, quelque chose sur lequel comptent de nombreuses personnes qui dirigent de petites entreprises. Les réseaux sociaux comme WhatsApp et Messenger sont aussi une ligne de communication avec les millions de travailleurs migrants népalais à l'étranger. Environ 7,5 pour cent de la population du Népal vit à l'étranger et les envois de fonds représentent plus d'un quart du PIB du pays, davantage que l'aide publique au développement et l'investissement direct étranger combinés. La migration à grande échelle est motivée par de faibles perspectives au pays, où près d'un jeune sur quatre est au chômage. Des enregistrements viraux montrant les enfants de politiciens profitant de modes de vie luxueux ont ajouté de l'huile sur le feu.

Dans de telles conditions, la protestation contre l'interdiction des réseaux sociaux s'est rapidement élargie en un mouvement contre les politiciens corrompus et irresponsables tenus pour responsables du manque de perspectives. Et puis le 8 septembre, la police a ouvert le feu, tuant 19 personnes. Parmi les morts se trouvaient des enfants encore en uniforme scolaire. Ce type de violence a été perpétré par un gouvernement dirigé par un communiste autoproclamé, K.P. Sharma Oli du Parti communiste du Népal (Marxiste-Léniniste unifié) ou PCN (UML) [5]. La colère s'est transformée en indignation. Un jour plus tard, Oli a démissionné et l'interdiction des réseaux sociaux a été levée, mais c'était trop peu, trop tard.

Le discrédit de la coalition dirigée par Oli du PCN (UML) et du Congrès népalais ne se limite pas à ces deux partis. De manière révélatrice, mardi, la maison du politicien d'opposition et ancien Premier ministre Prachanda [6] a également été attaquée. Comme Oli, Prachanda est un communiste autoproclamé ; il est le président du Parti communiste du Népal (Centre maoïste). Le PCN UML, le Congrès népalais et le Centre maoïste sont les trois principaux partis politiques du pays. Depuis 2008, le Népal a eu 13 gouvernements, ces trois partis alternant au pouvoir.

Déclin et effondrement d'une révolution

Ce n'est pas la première fois dans l'histoire récente que le Népal connaît un soulèvement de masse. En 1990, des protestations populaires ont mis fin au régime monarchique au Népal et le pays est devenu une monarchie constitutionnelle multipartite. Le PCN UML, qui a commencé comme un front de gauche participant à ce mouvement, s'est ensuite établi comme l'un des principaux partis politiques du pays.

Malgré son nom, il y a peu de communiste dans l'idéologie de ce parti. Au début des années quatre-vingt-dix, son Secrétaire général Madan Bhandari a formulé l'approche du parti, la « théorie de la démocratie multipartite populaire ». C'était essentiellement une continuation de la théorie stalinienne stagiste de la révolution précédente du parti. Elle maintenait l'ancienne conception qu'avant qu'un quelconque type de socialisme ne soit possible, il fallait une phase dans laquelle, en alliance avec les soi-disant « capitalistes nationaux », l'accumulation de capital serait développée. La formulation de Bhandari ajoutait que cette phase « néo-démocratique » serait atteinte par des moyens électoraux, via le parlement, et respecterait le pluralisme politique. Dans ce qui est devenu les documents fondamentaux du PCN UML, Bhandari, décédé en 1994, a souligné que la Nouvelle Démocratie n'est « pas différente dans la structure socio-économique et le système de production ». Ce serait un « système de production fondamentalement capitaliste », à atteindre par les « travailleurs et les gens ordinaires ».

Une grande partie de la politique népalaise des années quatre-vingt-dix était caractérisée par la concurrence entre le PCN UML, le CN [7], un parti nominalelement social-démocrate, et le Parti démocratique national Rastriya Prajatantra, hindou-nationaliste et monarchiste. Une grande partie des critiques que les partis se dirigeaient mutuellement tournait autour d'accusations de corruption et de népotisme, plutôt que d'idéologie politique. Une différence était dans l'orientation internationale : le CN était historiquement perçu comme pro-indien tandis que le PCN-UML « admire les grandes réalisations de la construction du socialisme aux caractéristiques chinoises » par le Parti communiste chinois. Malgré de telles différences, ces trois partis ont à différents moments formé des coalitions (gouvernementales) dans les années entre 1990 et 2005 quand le roi a assumé le pouvoir exécutif.

Une partie de la tragédie du Népal est que le mouvement maoïste de Prachanda est né comme un mouvement révolutionnaire qui promettait une fin à la stagnation sociale et économique et de briser la domination des partis établis. En 1996, les maoïstes ont présenté au gouvernement, à ce moment dirigé par le CN, une liste de 40 points de revendications qui incluait la distribution de terres, un système d'allocations chômage, des soins de santé et l'éducation ainsi qu'une fin à la discrimination basée sur les castes [8] et l'autonomie pour les régions marginalisées. Quand leurs demandes n'ont pas été satisfaites, ils ont lancé une lutte armée contre l'État népalais. La « guerre populaire » maoïste a pris de l'ampleur au tournant du siècle quand les maoïstes contrôlaient de larges parties de la campagne. Alors que l'insurrection grandissait, le roi népalais Gyanendra, qui était aussi le commandant de l'armée, a concentré le pouvoir entre ses propres mains.

Mais en faisant cela, le roi a antagonisé la plupart des partis politiques, y compris le Congrès népalais et le PCN UML. En avril 2006, un mouvement de masse a éclaté dans les villes du Népal. Nommé Jana Andolan II ou Mouvement populaire II d'après le mouvement de 1990, les protestations ont mené au retrait de tous les pouvoirs du roi et au rétablissement du régime parlementaire. Les maoïstes entre-temps étaient arrivés à un accord avec les partis d'opposition et s'étaient engagés à une fin négociée de la lutte armée. Leur objectif maintenant était la « compétition multipartite dans un cadre constitutionnel stipulé », comme

l'a dit Prachanda. Le 21 novembre 2006, les maoïstes ont annoncé la fin de leur insurrection et la dissolution des organes politiques qu'ils dirigeaient dans la campagne. Les maoïstes ont ensuite rejoint le gouvernement intérimaire.

Pendant la guerre populaire, les maoïstes ont souligné que leur objectif immédiat était de « construire un nouveau type de relations capitalistes nationales, orientées vers le socialisme ». Quand il s'exprimait en 2001 avec un journaliste du *Washington Times*, Baburam Bhattarai [9], leur principal idéologue à l'époque, l'a imploré de « noter s'il vous plaît que nous ne faisons pas pression pour une « république communiste » mais pour une république démocratique bourgeoise ». Cette stratégie était similaire à celle du PCN UML mais différait sur la façon d'atteindre la phase préparatoire du « capitalisme national », soit par les élections soit par la lutte armée.

En 2001, Bhattarai a aussi déclaré qu'il n'y avait « absolument aucune possibilité » que les maoïstes se transforment en « parti parlementaire » et par là « trahissent les aspirations révolutionnaires des masses ». Mais c'est exactement ce qui s'est passé après 2006. Aussi réussis qu'ils aient été sur le champ de bataille, dans l'arène institutionnelle, les maoïstes ont d'abord été déjoués par les partis établis puis rapidement assimilés.

Le caractère progressiste du projet de constitution a été progressivement rogné. Il n'a pas fallu longtemps pour que la direction maoïste s'effondre et commence à s'accuser mutuellement de corruption. Même l'argent qui était destiné à aller aux anciens combattants qui devaient être intégrés dans l'armée nationale a disparu. Le changement de mode de vie de quelqu'un comme Prachanda était en effet flagrant. Certains groupes radicaux ont quitté le parti, mais ceux-ci n'offraient guère plus qu'une répétition des anciens dogmes et une promesse de quelque chose que peu de gens veulent ; un retour à la guerre populaire à un moment futur.

Chaises musicales

Une fois la nouvelle constitution introduite, elle contenait quelques changements progressistes, comme le fait que le pays devienne une république laïque. Mais d'autres dispositions démocratiques, comme plus de pouvoir politique pour les régions marginalisées dans un système fédéral, n'ont pas été ou seulement partiellement mises en œuvre. Pour de nombreux Népalais travailleurs, peu de choses ont changé dans leur vie quotidienne.

Depuis 2008, les maoïstes ont été Premiers ministres du Népal quatre fois : Bhattarai une fois, Prachanda trois fois, le plus récemment de 2022 à 2024. À différents moments, les maoïstes ont formé des coalitions avec chacun des principaux partis du gouvernement récemment effondré. En 2018, le PCN UML et les maoïstes, partis qui peu de temps avant s'étaient entredéchirés, sont même passés par une fusion de courte durée. L'échec de cette fusion, comme d'autres scissions du PCN UML et des maoïstes en 2021, était largement causé par des désaccords sur les positions. Un cynique pourrait dire que près de 20 000 personnes sont mortes dans la guerre populaire pour que les maoïstes puissent rejoindre le jeu politique des chaises musicales.

Avec de nombreux problèmes fondamentaux du pays non résolus, il n'est pas surprenant que les forces de droite font un retour. Plus tôt cette année, le Népal a vu des protestations substantielles de monarchistes. Restaurer le royaume est une position minoritaire mais les monarchistes sont dynamisés par l'échec évident du PCN UML, du CN et du Centre maoïste. La « résurgence des activités pro-monarchie », comme l'a dit un journaliste népalais, « reflète

davantage la vieille garde essayant de tirer profit de la frustration publique généralisée plutôt qu'une démonstration de soutien pour l'institution discréditée ». Il y a des rumeurs que les forces de droite monarchistes ont aussi attisé la violence récente. De même, on pointe du doigt l'Inde et les forces nationalistes hindoues qui aimeraient voir le statut d'État hindou du Népal restauré et l'orientation étrangère du Népal déplacée de la Chine vers l'Inde. Que de telles forces tentent de bénéficier de la situation actuelle est tout à fait possible. Évidemment, ce type de manœuvres ont été rendues possibles en premier lieu par la colère et la déception généralisées.

La colère légitime contre la corruption peut être un pas vers le radicalisme social. Mais il y a aussi un risque que cette énergie soit capturée par des forces plus conservatrices, comme le montre le sort d'autres protestations anti-corruption. Surtout parmi les classes moyennes urbaines et les militants d'ONG, les notions néolibérales de « bonne gouvernance » situent la racine de la pauvreté et du sous-développement non pas dans l'impérialisme et l'exploitation capitaliste mais dans l'échec à « respecter l'état de droit ». Le sentiment que « ils sont tous corrompus » peut alimenter le désir d'un homme fort, d'un étranger qui va « drainer le marécage ».

Les mouvements de protestation peuvent renverser un gouvernement mais prendre le pouvoir pour réellement changer le cours de la société est autre chose. Les agences anti-corruption ne suffisent pas quand ce qui est en jeu concerne des questions comme la réforme agraire, l'autodétermination des minorités, les droits des travailleurs et la lutte contre le règne du capital.

Les cas du Sri Lanka, où la révolte populaire a mené à un gouvernement qui continue essentiellement les politiques néolibérales, et du Bangladesh, où après le soulèvement de juillet 2024, c'est la droite qui est destinée à grandir, sont des exemples sobres. Mais ce serait une grave erreur de tirer de cela la leçon que la gauche devrait s'abstenir de telles protestations, ou même pire soutenir des gouvernements dont la corruption flagrante et l'incompétence les ont menés à perdre le soutien populaire. L'histoire se fait quand les masses entrent en action. Les socialistes doivent faire partie de telles luttes pour être capables de pointer vers une meilleure voie.

Alex de Jong est rédacteur de *Grenzeloos* (« Sans frontières »), la revue de la section néerlandaise de la Quatrième Internationale. La Quatrième Internationale est une organisation trotskyste internationale fondée en 1938 par Léon Trotsky.

P.-S.

<https://internationalviewpoint.org/spip.php?article9166>

Traduit pour ESSF par Adam Novak

Notes

[1] *Himal Southasian* est un magazine mensuel influent publié au Népal qui couvre les affaires politiques et culturelles de l'Asie du Sud

[2] La famille Rajapaksa a dominé la politique sri-lankaise pendant des décennies. Gotabaya Rajapaksa a été contraint de démissionner de la présidence en juillet 2022 suite à des protestations de masse contre la crise économique

[3] Sheikh Hasina était Première ministre du Bangladesh depuis 2009. Elle a été contrainte de fuir le pays en août 2024 suite à des protestations dirigées par des étudiants

[4] Ce drapeau noir orné d'un crâne et d'os croisés est devenu un symbole des protestations étudiantes indonésiennes contre les politiques du gouvernement

[5] Le PCN (UML) est l'un des principaux partis politiques du Népal, se revendiquant du marxisme-léninisme mais ayant adopté des politiques largement capitalistes

[6] Pushpa Kamal Dahal « Prachanda » était le leader du mouvement maoïste armé qui a mené une « guerre populaire » de 1996 à 2006, avant de devenir Premier ministre à plusieurs reprises

[7] Le Congrès népalais (NC) est un parti politique fondé en 1947, historiquement social-démocrate et pro-indien

[8] Le système des castes au Népal divise traditionnellement la société en groupes hiérarchiques héréditaires, les castes inférieures étant historiquement discriminées

[9] Baburam Bhattarai était le principal idéologue du mouvement maoïste et plus tard Premier ministre du Népal de 2011 à 2013